



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Iraq

Question au Gouvernement n° 2110

Texte de la question

SITUATION EN IRAK

M. le président. La parole est à M. Gérard Terrier, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Gérard Terrier. Monsieur le ministre des affaires étrangères et du développement international, lundi 15 septembre s'est tenue la conférence de Paris pour mobiliser la communauté internationale afin de venir en aide au peuple irakien, confronté à la propagation du terrorisme et de la barbarie. Comme vous l'avez dit avec justesse, monsieur le ministre, cette conférence était à la fois une réunion de gravité et une réunion d'espoir.

Une réunion de gravité, d'abord, car la menace globale posée par Daech et les djihadistes constitue un péril exceptionnel pour les Irakiens et les Syriens, mais aussi pour le reste de la planète. Mais une réunion d'espoir aussi car la communauté internationale a pleinement pris la mesure de l'enjeu et a répondu à l'initiative conjointe de la France et de l'Irak.

Près de trente pays ont pris des engagements forts pour lancer les actions, notamment militaires, qui viendront en aide aux populations civiles, pour couper les circuits financiers qui alimentent l'organisation terroriste et pour amplifier l'aide humanitaire, alors que deux millions de personnes sont déplacées. De toute évidence, l'initiative diplomatique entreprise par la France a été utile et le groupe SRC tient à saluer ce succès.

Monsieur le ministre des affaires étrangères, le péril terroriste est diffus. Il frappe le Moyen-Orient mais menace aussi les autres nations. La France combat la menace terroriste également au moyen du projet de loi que le ministre de l'intérieur défend et que notre assemblée examine cette semaine. Pouvez-vous nous présenter les enjeux de ce dossier vital pour la sécurité de nos populations ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur certains bancs du groupe écologiste.*)

M. le président. En vous saluant tout particulièrement, monsieur Terrier, puisque vous allez nous quitter, je donne la parole à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international. Mesdames et messieurs les députés, monsieur le député Gérard Terrier, l'Irak et la France ont, lundi dernier, réuni à Paris vingt-six nations, dont les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, de nombreux pays arabes, l'envoyé de l'ONU, le représentant de l'Union européenne et celui de la Ligue arabe.

Nous avons travaillé toute la matinée. Certes, des nuances sont apparues entre les différents pays. Pourtant, j'ai surtout été frappé – et cela va dans votre sens, monsieur le député – par l'importance des convergences, dans quatre domaines.

Tout d'abord, il faut éradiquer, c'est-à-dire détruire le groupe terroriste que l'on appelle Daech en arabe. Il faut le faire par un appui militaire, en coupant ses sources financières et en interrompant l'afflux des étrangers qui le rejoignent.

Ensuite, pour y parvenir, les actions militaires ne suffisent pas : il faut aussi que les Irakiens conduisent une politique d'unité nationale, car c'est avant tout sur eux que repose le succès.

Troisièmement, il faut mener un combat idéologique pour dire, je le répète ici, que Daech et les objectifs qu'il poursuit n'ont rien à voir avec la religion musulmane, qui est une religion de paix. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

Enfin, il faut préciser qu'un pont de solidarité internationale doit être établi, aussi bien au niveau européen qu'au niveau mondial.

Sur ces quatre points, l'unité est totale. La France est au premier plan ; elle est à l'initiative. Face au terrorisme, nous ne pouvons pas détourner le regard. Voilà notre position ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Gérard Terrier](#)

Circonscription : Moselle (1^{re} circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2110

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 septembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 septembre 2014](#)